



COMITÉ D'HISTOIRE

INRAE  cirad

n° **23** ARCHORALES TOME 1  
TRAJECTOIRES CIRADIENNES



Plantation industrielle de palmiers à huile à Bornéo (Malaisie). *Elaeis guineensis* Jacq. Certaines plantations de palmier à huile vertueuses ont initié leur transition écologique en mettant en place des couloirs agroforestiers destinés à restaurer la biodiversité menacée dans la vallée de la Kinabatangan.

© Cirad / Alain Rival

# JACQUES MEUNIER

62

L'entretien qui a permis d'élaborer ce témoignage a été conduit à Montpellier le 24 octobre 2023 par Eric Malézieux, Étienne Hainzelin et Claire Jourdan-Ruf. La transcription de l'enregistrement a été retravaillée avec Jacques Meunier au cours de plusieurs allers et retours pour aboutir à cette version finale, qu'il a validée. Les illustrations ont été proposées par Jacques Meunier, avec quelques compléments provenant de la photothèque du Cirad.

Jacques Meunier, en 2002, à Bamako (Mali).



## POUVEZ-VOUS COMMENCER PAR NOUS PARLER DE VOS ORIGINES ET DE L'ÉDUCATION QUE VOUS AVEZ REÇUE ?

Je suis né à Villeneuve-lès-Avignon, dans le Gard, le 22 mars 1944. J'ai fait mes études primaires au Collège de Loudun dans la Vienne et passé le Secondaire au Lycée Descartes, à Tours. Si j'ai changé aussi souvent d'endroit, c'est parce que mon père était cheminot. On avait l'habitude de déménager assez souvent. Ensuite, j'ai fait une préparation Agro au lycée Janson de Sailly, à Paris. J'ai intégré l'École d'Agronomie de Montpellier (Ensam) en 1964. J'avais été reçu à Grignon, mais j'ai choisi Montpellier en premier. Ma famille est d'Avignon. Pour moi, c'était plus simple. Je préférerais être dans le sud.

## QU'EST-CE QUI VOUS A CONDUIT, APRÈS L'OBTENTION DU BAC, À VOUS TOURNER VERS LA PRÉPA AGRO ? QUELS SONT LES ÉLÉMENTS QUI VOUS ONT ATTIRÉ VERS L'AGRICULTURE ?

C'est très curieux. J'ai fait une classe préparatoire Maths-Sup et Maths-Spé. À la fin, mon professeur de maths – un type extraordinaire – m'a convoqué. Il avait senti que j'avais quelques

difficultés en maths à ce niveau. Il m'a dit : « *Il n'y a pas de problème. Si tu veux entrer à Polytechnique, tu y arriveras, mais peut-être pas du premier coup. On a une nouvelle possibilité : il y a une classe expérimentale qui vient de s'ouvrir, à Janson de Sailly. Elle fait la Préparation Agro en un an, au lieu de deux. C'est réservé aux gens qui viennent de Maths-Sup et de Maths-Spé. Tu aimes beaucoup les Sciences Nat, tu travailles beaucoup. Est-ce que ça t'intéresse ?* ». J'ai dit « *Oui !* », et c'est comme ça que je suis entré en prépa Agro. J'ai été accepté à Janson de Sailly, dans cette classe expérimentale. C'était la première année. Elle a eu des résultats assez extraordinaires, d'ailleurs. Nous étions trente-quatre élèves, et on en a intégré trente-quatre, la première année, à l'Agro, ce qui était pas mal.

## C'EST CET ATTRAIT POUR LES SCIENCES NATURELLES ET LA BIOLOGIE QUI VOUS A CONDUIT VERS L'AGRONOMIE ?

Tout à fait. Mes jeunes années se passent toutes à la campagne. J'étais souvent dans les fermes. Mes copains étaient paysans. Il y a peut-être un peu de ça qui a joué aussi. J'aimais bien la nature.



### VOUS ARRIVEZ DONC À MONTPELLIER EN 1964 ?

Oui. À cette époque, les étudiants sont très politisés. C'est la guerre du Vietnam. Ce sont les suites de la conférence de Bandung. Il y a de nombreux événements qui font qu'on est tous impliqués... On se bagarre beaucoup, parce que c'est très divisé : il y a droite et gauche. Il y a un intérêt très fort pour les pays en développement, le Tiers-Monde et les pays dits à l'époque « sous-développés ». Presque la moitié de ma promotion – on était soixante – s'est engagée pour travailler en Afrique ou en Amérique du Sud. C'était très particulier. Je voulais donc travailler pour les pays en développement.

### DÈS QUE VOUS ÊTES ARRIVÉ À L'ENSAM À MONTPELLIER, C'EST QUELQUE CHOSE QUI A ÉTÉ TRÈS FORT POUR VOUS ? CE N'EST PAS UNE CARRIÈRE À L'INRA OU AILLEURS, QUI VOUS A MOTIVÉ ?

Non. Je voulais vraiment partir quelque part, en Afrique de préférence. Mais je n'avais pas d'idées *a priori*.

### POUVEZ-VOUS PARLER DE CE QUI VOUS A GUIDÉ SUR LE CHOIX DE LA SPÉCIALISATION, À L'ÉPOQUE ?

Très bizarrement, j'avais un professeur de génétique à l'Agro de Montpellier qui m'a intéressé et passionné. J'étais très intéressé par la génétique. J'avais deux côtés : la génétique, et les pays en développement. Cet enseignant était Pierre Galzi. À cette époque, les boîtes venaient vous chercher pour vous recruter après la deuxième année. Il fallait déjà décider des spécialisations qu'on



À gauche : en juillet 1947, Jacques Meunier avec son chien Fouqui à Couhé-Vérac (Vienne).

À droite : en décembre 1964 à l'Ensa-Montpellier, Jacques Meunier joue de l'hélicon dans la fanfare de l'école lors du baptême de la promotion.

allait faire. Quelqu'un de l'IRHO est venu à Montpellier, nous expliquer qu'il recherchait des jeunes pour travailler en Outre-mer. Il cherchait en particulier un généticien et un pédologue. Avec mon ami Pierre Quencez – rentré aussi au Cirad par la suite – on a candidaté. On est montés à Paris et on a été retenus. Les organismes proposaient des bourses d'études, et étaient prêts à payer en échange d'un engagement. L'IRHO nous a payé une bourse chacun : moi, c'était pour faire de la génétique, et pour faire une thèse à l'Orstom – à l'époque c'était encore l'Orstom – et Pierre, pour faire une thèse en pédologie à l'Orstom. J'ai suivi les cours de génétique du Professeur Georges Rizet, à Orsay. J'avais un programme un peu fou, dessiné par l'Orstom : je devais suivre à la fois le DEA (diplôme d'études approfondies) de génétique de Georges Rizet, et le DEA d'écologie du Professeur

Georges Lemée. C'était le premier cours d'écologie en France. Je devais suivre les cours de statistiques du professeur Daniel Schwartz à la Halle aux vins, et des cours de statistiques à Nogent-sur-Marne. En plus, je devais suivre les travaux de Jacques Morice à l'Inra, à Versailles. Je ne vous dis pas les conflits d'horaires qu'il pouvait y avoir, parce que ça représentait déjà un minimum de trois heures de métro par jour. D'emblée, le Professeur Rizet nous avait avertis que son DEA était un cours à temps plein. Donc, il n'admettrait pas qu'on fasse autre chose à côté. Il fallait jongler. J'ai suivi les cours de Lemée, parce que l'écologie me passionnait aussi. J'ai une certaine gratitude pour l'Orstom, qui montait ce type de cours très moderne pour l'époque. Ils associaient l'amélioration des plantes à la génétique et à l'écologie, ce qui n'était pas évident.

En 1965, une partie de la promo 1964 de l'Ensa-Montpellier. Le groupe des « Peignes » (Jacques Meunier est légèrement caché par sa main).



En 1972, en Côte d'Ivoire.  
Visite du ministre de la recherche  
Jean Lourougnon Guédé  
sur la station de La Mé.  
(Jacques Meunier, de profil à droite).



L'Orstom à l'époque, dirigé par Jean Severac, avait statut d'université et délivrait des diplômes ayant valeur de thèse, qui ne valent plus rien aujourd'hui. J'avais un responsable de thèse, Yves Demarly, et un responsable d'études, le Professeur Jean Chevaugéon à Clermont-Ferrand. Il était directeur de la station de recherche sur le maïs à Clermont-Ferrand. Ça faisait un cursus assez lourd.

#### COMMENT ÇA S'EST ORGANISÉ AU NIVEAU DES STAGES ?

J'ai eu une formation théorique à Paris, en effet. Ensuite, j'ai fait un stage de

deux mois à Clermont-Ferrand sur la sélection du maïs. C'était très intéressant parce que le Professeur Chevaugéon était un « grand monsieur », et moi, j'étais un tout « petit élève ». Quand on est arrivés, on a parcouru les lignées, et il m'a dit : « Alors, qu'est-ce que vous choisissez ? ». Il m'a donné la responsabilité de choisir les lignées qu'on allait retenir pour la génération suivante. Je trouvais ça complètement fou. Je suppose qu'il m'aurait rectifié si j'avais fait des bêtises ! Ça se passait en juillet-août 1967. En septembre, je partais en stage en Côte d'Ivoire, à l'IRHO sur un autre sujet : l'étude de la conservation du pollen de palmier à huile. J'ai eu

beaucoup de chance parce qu'à la fin de mon cursus théorique en France, je suis parti. Il y avait aussi dans tout ça, l'obligation de faire son service militaire au sein du Service national de coopération. L'IRHO s'occupait de tout. J'étais donc recruté comme VSN (Volontaire du Service National). J'ai eu de la chance puisque dans la même année, je faisais à la fois mon Service militaire, ma deuxième année de thèse et ma première année de contrat.

Après, quand je suis revenu, j'ai encore eu beaucoup de chance. Comme c'était l'époque des ressources génétiques, c'était le grand sujet, et le travail de thèse qu'on m'a demandé de faire en Côte



© Girard/Alain Rival



© Girard/Alain Rival

À gauche : plantation de palmiers à huile (*Elaeis guineensis*) à la station de La Mé, Centre National de la Recherche Agronomique (Côte d'Ivoire). Prise de vue à la tombée de la nuit.

À droite : plantation agro-industrielle de palmiers à huile à maturité (Bornéo, Indonésie) 2015.

En 1972, Jacques Meunier lors d'une prospection en Colombie, dans la région de Monteria.



d'Ivoire portait sur la prospection des palmeraies spontanées du pays. C'était pour essayer de trouver de nouvelles ressources génétiques. C'était un travail fabuleux ! C'est ce que j'ai adoré le plus dans ma carrière. Pendant presque deux ans, j'ai parcouru toutes les pistes de Côte d'Ivoire. J'en ai visité tous les villages et toutes les forêts. J'ai vécu avec pratiquement toutes les ethnies. C'était une expérience extraordinaire. J'ai souvent dit : « *Vivre avec ces ethnies, au milieu de ces gens, j'en avais appris plus qu'à l'école* ».

#### MÊME AU NORD, IL Y AVAIT DU PALMIER SPONTANÉ ?

Oui. C'est une expérience extraordinaire, parce que ça donne lieu à des anecdotes formidables. J'ai écrit un bouquin là-dessus, sur les aventures qui me sont arrivées. J'en ai donné des extraits qui ont été diffusés par l'Adac (Association des anciens du Cirad). Mais je ne l'ai pas publié. Au départ, c'était pour mes enfants et ma famille, afin qu'ils sachent tout ce qu'il m'est arrivé. J'ai eu une vie absolument extraordinaire dans ce métier. Par la suite, je suis devenu

spécialiste des prospections. J'ai été reconnu par l'IBPGR (International Board for Plant Genetic Resources), le Bureau des ressources génétiques de l'époque. J'ai continué au Cameroun, puis au Nigeria. On s'est intéressé à une nouvelle espèce de palmier qu'on ne connaissait pas du tout. On avait quelques exemplaires qui traînaient sur la station IRHO. Il avait des qualités extraordinaires par rapport au palmier à huile. On reprochait quelques aspects au palmier à huile classique. On m'a demandé de faire les prospections de cet arbre en Amérique du Sud, car il n'existe qu'en Amérique du Sud. À partir de 1971, j'ai commencé à y travailler. Très curieusement, je suis arrivé en Amérique du Sud par le Suriname.

#### EN QUOI CETTE ESPÈCE DE PALMIER ÉTAIT-ELLE INTÉRESSANTE ?

Parce qu'il poussait très lentement en hauteur, alors que les palmiers à huile poussent assez vite. Au bout de vingt ans, on est obligé de les abattre. Mais surtout, il avait une huile très fluide. On s'est aperçu par la suite qu'elle était « *meilleure que l'huile d'olive* ». Ça,

je vous le dis entre guillemets, parce que ça pose un certain nombre de problèmes. Ça devenait une plante particulièrement intéressante. Elle a une troisième qualité : elle s'hybride naturellement avec le palmier à huile. Elle pouvait se croiser. Ce n'était pas si simple que ça, bien sûr. On m'a envoyé prospecter ce palmier dans toute l'Amérique du Sud et en Amérique centrale. En 1971, j'ai commencé par le Suriname, le Brésil, et la Colombie. Mais fin 1971, j'ai eu un problème de santé. On a dû m'hospitaliser.

Quand je suis retourné sur la station de La Mé en Côte d'Ivoire en février 1972, c'était l'époque du développement du palmier avec la Sodepalm. On a eu la visite de beaucoup de personnalités, comme Robert Mac Namara, ancien secrétaire à la défense de Kennedy et président de la Banque Mondiale. Mon patron de l'époque, Jean-Pierre Gascon, a demandé si une de ces personnes pouvait m'appuyer pour un post-doc aux États-Unis en génétique quantitative. C'était le Président de la Fondation Rockefeller. Il n'y a eu aucun problème. Ils m'ont envoyé tout de suite ! J'ai été accueilli pendant trois ou quatre mois aux États-Unis, en Caroline du Nord. À l'époque, c'était « La Mecque » de la génétique quantitative.

En 1972, Jacques Meunier avec Dominique Boutin à Monteria (Colombie).



C'était avec les plus grands professeurs. Je suis resté quatre mois à Raleigh, à faire de la génétique quantitative. À la suite de ça, j'ai continué mes prospections. J'ai repris au Mexique, au Guatemala, au Nicaragua, au Panama, et au Costa Rica.

#### **VOUS TRAVERSIEZ L'ATLANTIQUE EN AVION ?**

Oui, mais affecté en Côte d'Ivoire, j'étais obligé de repasser par Paris. Évidemment, ça me faisait beaucoup de missions... La première partie de ma carrière, c'est vraiment l'Afrique pendant quatre ou cinq ans. Par la suite, je me déplace en Amérique du Sud et en Amérique centrale. Ce sont des missions qui durent deux ou trois mois. Mais entretemps, je rentre en Côte d'Ivoire, et je continue mon travail. En décembre 1969, j'ai été nommé chef du service Sélection de la station de La Mé. En novembre 1970, je suis nommé au département Sélection. J'ai écrit un

article à la demande de mon patron – après mon stage aux États-Unis – sur la méthode d'amélioration du palmier à huile. Cet article a fait le buzz. Il y a des critiques, il y a des louanges. Il y a beaucoup de réactions. C'est un élément important de ma carrière. Ce système d'amélioration est utilisé dans le monde entier, maintenant.

#### **COMMENT PASSEZ VOUS DE CETTE PHASE DE PROSPECTION DU PALMIER NATUREL EN CÔTE D'IVOIRE À CE PROGRAMME DE SÉLECTION, QUI EST DU TRAVAIL EN STATION ?**

Au cours de la prospection en Côte d'Ivoire, je ne fais que cela. À la fin de cette période, je deviens chef du service Sélection à la station de La Mé. Au bout d'un an, je suis transféré au département de Sélection de l'IRHO. Il y a une nuance : le service Sélection, c'est le Service qui travaille sur la station ; le département Sélection, c'est celui

qui chapeaute tous les services Sélection de toutes les stations de l'IRHO dans le monde.

#### **TOUS LES RÉSULTATS DU MONDE ARRIVAIENT LÀ ?**

Oui, mais ça n'a pas duré longtemps... Pour cette raison, nous avons été rapatriés en 1973, à Paris. Cela devenait impossible de traiter toutes les données qui nous arrivaient du monde entier. On avait les données de récolte de plus de 400 000 arbres à traiter, récoltées une fois tous les quinze jours. Et il n'y avait pas d'ordinateurs ! C'était très compliqué. Justement, on a demandé à être équipé de l'outil informatique qui commençait à apparaître. L'IRHO a décidé d'acheter un ordinateur. Ça devait être en 1974 ou 1975, c'était un Marcel Dassault. Il fallait une pièce grande comme ça ! Ça travaillait avec des cartes perforées. C'était épouvantable, avec des volumes extraordinaires. Mais ça, c'est secondaire.



En 1982, hommage à Jean-Pierre Gascon à Pobé au Bénin.



© Cirad/Alain Rivat

Récolte mécanisée de régimes de fruits de palmier à huile en plantation agro-industrielle (Indonésie).

Après ma thèse obtenue sur dossier avec l'Orstom, mon vrai boulot était l'amélioration du palmier à huile. C'était moi qui étais chargé de traiter toutes ces données, d'en faire l'analyse en génétique quantitative, donc de calculer les héritabilités, et de définir les meilleures stratégies de sélection.

**POUVEZ-VOUS DÉCRIRE COMMENT SE DÉROULAIT VOTRE ACTIVITÉ EN CÔTE D'IVOIRE, POUR FAIRE LE LIEN AVEC LE TERRAIN ? PASSIEZ-VOUS DU TEMPS SUR LES CALCULS ? IL N'Y AVAIT PAS D'ORDINATEURS SUR LA STATION DE L'IRHO À LA MÉ : FALLAIT-IL ENVOYER TOUTES LES DONNÉES À PARIS ?**

Oui, on envoyait les résultats à Paris. Je passais la moitié du temps sur le terrain, parce qu'on avait un gros travail de terrain. Les essais génétiques en palmiers, c'est toujours quelque chose d'un peu énorme. Le moindre essai fait toujours au moins une dizaine d'hectares. Un hectare, c'est 143 arbres. Ce n'est pas beaucoup. Un essai, ça tourne souvent autour de 600 palmiers et plus. On faisait l'observation de ces arbres régulièrement, au moins une fois par an. Ça fait de la distance à parcourir. On visitait tous nos arbres au moins une fois par an, sur la station de La Mé. À partir de ces observations, il y avait des systèmes d'enregistrement de récolte. J'analysais les résultats pour décider d'une éventuelle production de semences. Chaque

année, on modifiait notre production de semences en fonction des derniers résultats, pour progressivement améliorer le niveau des productions. C'était l'essentiel de mon boulot. Je n'avais même pas de machine à calculer électrique. On a fait ça à la moulinette. On m'avait payé la première calculatrice électrique, avec des opérations, comme la somme des carrés. Ça coûtait plus cher que ma voiture 4L de service. C'est incroyable ! L'avantage de ce genre de système, c'est qu'on réfléchissait avant de lancer un calcul. On ne calculait pas tout et n'importe quoi, comme je l'ai vu quinze ans après au Cirad...

**COMMENT SE PASSAIENT LES RELATIONS AVEC LES AUTRES DISCIPLINES, COMME AVEC L'AGRONOME QUENCEZ QUE VOUS AVEZ CITÉ ? Y AVAIT-IL AUSSI DES ESSAIS DE FERTILISATION ?**

La station de La Mé avait l'avantage d'être une station très importante. Il y avait plus de vingt cadres européens, plus trois cadres ivoiriens. On travaillait tous ensemble sur la station. On avait des relations personnelles. On se retrouvait tous au club le soir, pour le tennis, ou à la lagune. On était très souvent ensemble. Par exemple, pour les visites de terrain, on les faisait toujours ensemble. Automatiquement, il y avait un agronome, un généticien, et le représentant de la défense des cultures. En général, l'entomologiste était avec nous.

Il faut dire aussi que la génétique des plantes pérennes, c'était plus intéressant pour moi que les autres plantes, comme les plantes annuelles par exemple. C'est un peu comme la génétique animale. D'ailleurs, ce sont les mêmes lois et ça se rapproche très souvent d'un point de vue de génétique quantitative. En plus, on s'attache : on a un lien relationnel avec chaque arbre. C'est assez amusant. Quand on faisait nos visites de terrain,

Récolte manuelle à l'aide d'un «couteau malais» de régimes de fruits mûres de palmier à huile, Indonésie, Sumatra du Nord.



© Cirad/Alain Rivat

Femmes au marché en Indonésie.



© Cirad / Alain Rival

on avait nos préférés. Il y avait des chouchous ! On n'était pas tous d'accord entre nous. On ne s'attache pas à un plan de blé, alors qu'un palmier va durer trente ou quarante ans. On le suit. On voit ses qualités, ses défauts.

**LES PALMERAIES NATURELLES, C'ÉTAIT SURTOUT DU PAYSANAT POUR LA PRODUCTION D'HUILE LOCALE. LÀ, ON PASSE À UNE AUTRE DIMENSION, INDUSTRIELLE. COMMENT CELA S'ARTICULAIT ?**

Ça dépend des pays. Globalement dans le monde, il y a à peu près 50 % de culture villageoise, et 50 % de culture industrielle. C'est vrai à peu près partout, que ce soit en Indonésie, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, ou ailleurs. Pour

nous, il n'y a pas de différence. Les semences sont les mêmes, sauf qu'on n'apporte pas les mêmes conseils... Par exemple, pour le paysan, on fait germer les graines pour que ça lui simplifie la vie. Puis, on l'aide à faire ses pépinières, mais ce sont les mêmes semences.

**LES FAMEUSES PALMERAIES VILLAGEOISES À HUILE ROUGE, COMME EN GUINÉE, CE NE SONT PAS DES SEMENCES AMÉLIORÉES ?**

C'est ce qu'on appelle des « *Palmeraies spontanées* ». Ce sont des arbres sauvages qui ont poussé tout seuls. C'est ce que j'ai prospecté, au départ.

**PROGRESSIVEMENT, ELLES ONT ÉTÉ REMPLACÉES ?**

Elles n'ont pas été vraiment remplacées. D'autres terrains ont été trouvés pour des plantations industrielles. On ne touche pas à des palmeraies comme ça. Certaines ont disparu, mais ça reste sensible... Dans beaucoup de pays en Afrique, les palmiers sont sacrés, au sens vrai du terme, fétiches. Par exemple, au Bénin, il est hors de question de toucher à un palmier. En Côte d'Ivoire, le long du Cavally, non seulement les palmiers étaient sacrés, mais on m'interdisait de sortir les graines du village. Je devais apporter tous mes appareils dans le village. On m'avait

attribué une case, et je faisais toutes mes analyses dans le village. Je ne pouvais rien sortir. Ils considéraient que le départ des graines correspondait au départ des enfants de la tribu, et que si j'en emmenais, c'était la mort de quelqu'un. Il y avait des interdits à respecter.

**QUAND VOUS ÊTES RESPONSABLE DE LA STATION ET DE LA SÉLECTION, VOUS VOUS TOURNEZ D'AVANTAGE VERS L'INDUSTRIE, LA TRANSFORMATION, MAIS VOUS GARDEZ CE CONTACT AVEC LES PAYSANS ET LA PALMERAIE TRADITIONNELLE ?**

Oui, toujours. En 1974, je suis rapatrié en France à Paris, donc je deviens beaucoup plus théorique. Je suis Responsable des schémas de sélection, et je commence à être connu dans le monde. Je suis appelé pour conseiller plusieurs pays. Je deviens conseiller de l'amélioration des plantes en Indonésie, en Malaisie. Je reste conseiller sur ce que sont encore nos stations en Côte d'Ivoire, au Cameroun, et au Bénin. Je deviens aussi conseiller du Costa-Rica et du Brésil. Ça me fait beaucoup d'activités d'expertises et de conseils. Par exemple, je fais les plans de production de semences pour l'Indonésie, dans deux sociétés : la Société Publique de l'État – les PNP – et la société privée, la Socfindo.



© Cirad / Alain Rival

Fruits de palmier à huile d'origine génétique Tenera-La Mé (Indonésie).

### AVANT 1974, POUVEZ-VOUS NOUS DÉCRIRE LA VIE SUR LA STATION À LA MÉ ?

C'était une grosse station parmi les stations de recherche. Vingt-cinq cadres avec les femmes et les enfants, ça faisait pas mal de monde. D'autant plus qu'il y avait aussi une vie sociale avec le village. On employait 1 200 à 1 500 personnes sur la station. Ça faisait un village d'à peu près 5 000 personnes, ou un peu plus. Dans ce village, il y avait plus de cinquante ethnies différentes. C'était aussi un côté très intéressant. On avait des liens avec chacun de ces travailleurs. À la fin de l'année, ils faisaient une fête. Toutes les ethnies nous montraient leurs danses. Il y avait une vie sociale importante. Au départ, c'était entre cadres. J'avais lancé le Cinéclub à La Mé. J'avais récupéré un projecteur. Tous les quinze jours, j'allais chercher des films à l'Ambassade de France, au Centre Culturel qui me conseillait, et je faisais une séance de cinéma à La Mé. Il y avait une lagune qui n'était pas loin. On avait tout ce qu'il fallait : hors-bord, pirogue et voilier. C'était une vie très agréable.

Comme c'était une station réputée et connue dans le monde, on avait énormément de visiteurs importants. Je n'ai pas connu ça, mais à l'époque coloniale, il était de tradition que

quand quelqu'un d'important venait, le Gouverneur l'envoyait visiter La Mé. C'est resté. Je suis arrivé en 1966, ce n'était pas longtemps après l'Indépendance. Ça donnait des « trucs » invraisemblables. On a eu tous les gens qui s'intéressaient au métier, les généticiens ; René Dumont est venu deux fois ; Demarly, bien sûr. Tous les grands du monde, mais aussi les financiers comme Robert McNamara, visitaient La Mé. On avait aussi les femmes de la Croix Rouge. On avait les marins du porte-hélicoptère Jeanne d'Arc, qui passait tous les ans à Abidjan. Je ne sais pas pourquoi, ils avaient une journée de visite à La Mé. Parfois, c'était cocasse, mais intéressant. On avait des visiteurs qui n'avaient jamais vu un palmier de leur vie, et qui nous disaient : « *Est-ce que ça pousse vite ? Pourquoi ?* ». Ils nous posaient des tas de questions bizarres. Évidemment, il y avait tous nos collègues de l'étranger, en particulier les Malais, les Indonésiens...

### IL N'Y AVAIT PAS D'ÉTANCHÉITÉ TROP FORTE ENTRE LES DIVISIONS, OU ENTRE LES PROGRAMMES ?

Non. C'est toujours compliqué, les vies de station. Ça dépend beaucoup des directeurs, et des personnels. Il y avait des directeurs plus ou moins faciles.

Christian de Berchoux, directeur de La Mé était extrêmement sympathique et efficace. André Boyé, directeur de Dabou, était réputé pour être très dur. D'un point de vue du travail, j'étais responsable de l'amélioration du palmier et du cocotier. J'allais à Port-Bouët très souvent. J'y passais au moins une fois par mois. C'était une station complète, c'était aussi une grosse station. L'avantage, c'est que c'était au bord de la mer, et pas loin d'Abidjan. C'était plus agréable.

### SI ON AVANCE DANS LE TEMPS, VOUS ARRIVEZ EN 1974 À PARIS. QUE SE PASSE-T-IL APRÈS ? VOUS ÊTES RESPONSABLE DE TOUS LES SCHÉMAS DE SÉLECTION DE L'IRHO ?

Oui. Je passe pas mal de temps – ça m'a pris pas tout à fait deux ans – à essayer de savoir auprès des consommateurs, des médecins, ou des industriels, quels sont selon eux les défauts de l'huile de palme. Parce qu'on commence à critiquer l'huile de palme. En 1972, les producteurs de soja aux États-Unis s'aperçoivent que l'huile de palme commence à les concurrencer, et que les États-Unis importent de plus en plus d'huile de palme. La Société des producteurs de soja décide de proposer une loi au Congrès, pour en interdire l'importation. Ils disent qu'il faut



En 1982, Jacques Meunier sur le fleuve Amazone, au Brésil.

interdire ce qu'ils appellent les « graisses tropicales », qui sont mauvaises pour la santé. C'est trop saturé. L'une des particularités des lois aux États-Unis, c'est que n'importe qui peut s'opposer à ces lois. La Malaisie – premier producteur d'huile de palme – décide d'envoyer une équipe pour s'opposer à la loi. Je ne sais pas s'ils ont été efficaces, mais en tout cas la loi n'est pas passée. Mais il est resté l'idée que l'huile de palme était mauvaise pour la santé. Il faut savoir que toutes les huiles sont interchangeables. On peut faire la même chose avec n'importe quelle huile. Quand je dis « huile », c'est aussi bien l'huile, matière grasse, beurre, etc. C'est complètement interchangeable. Donc, tout le monde est en compétition. C'est une compétition très violente, en particulier en France. À l'époque, c'est l'huile d'arachide qui domine, et on commence un peu l'huile de tournesol, et l'huile de soja. L'huile de colza commence à peine à être comestible, à l'époque. Il y a une grosse concurrence. Les Français n'ont pas la même réaction, et se disent : « Dire que c'est trop saturé dans un pays où tous les restaurants se font fort de la cuisine au beurre, ça ne va pas passer. Le beurre, c'est beaucoup plus saturé que l'huile de palme ».

Donc, ils inventent autre chose. L'idée, c'est la déforestation. Pourquoi pas. C'est complètement pipeau parce que personne ne va vérifier. J'allais en Indonésie tous les ans à cette époque, je ne vois pas pourquoi les Indonésiens auraient déforesté 17 millions d'hectares en dix ans, pour planter 2 millions d'hectares de palmiers... On invente encore d'autres choses : les orangs-outans. Or, le palmier à huile ne pousse pas au-dessus de 700 mètres d'altitude. Les orangs-outans ne descendent pas en dessous de 1 000 mètres d'altitude. Il se peut qu'on trouve un orang-outan dans une palmeraie, parce qu'il y a pas mal de braconnage.

#### COMMENT SE PASSENT LES RELATIONS ENTRE LES INSTITUTS TROPICAUX FRANÇAIS À CETTE ÉPOQUE ?

Très curieusement, il n'y a aucun contact entre les instituts. On ne se connaît pratiquement pas, sauf amitiés personnelles. Pour l'anecdote, j'ai rencontré Jacques Schwendimann à Raleigh aux États-Unis. Il était de passage, j'étais en stage, alors que nous travaillions tous les deux en Côte d'Ivoire, lui à l'IRCT, moi à l'IRHO.

#### TOUS LES INSTITUTS AVAIENT LEURS SIÈGES À QUELQUES CENTAINES DE MÈTRES, POURTANT...

Quand je suis arrivé en 1966, on parlait déjà des réformes des instituts. J'ai vu passer je ne sais combien de missions d'évaluation qui disaient qu'il faudrait peut-être regrouper tout ça. Certains parlaient de fusionner déjà avec l'Orstom. Je suis impliqué. Avec Jean-Pierre Gaillard, en tant que syndicalistes, on est impliqué pour négocier le statut du personnel, et la grille des salaires. On sait que le Cirad va être créé. Je vais un peu vite. Avant, il y a eu la création du Gerdat, qui est tout simplement une mise en commun des laboratoires. Tout le monde a fini par comprendre que ce n'était pas rationnel que chaque institut ait son laboratoire de chimie, son laboratoire de diagnostic, sa bibliothèque, etc. C'est là où on décide de mettre en commun les laboratoires à Montpellier. Ça a mis du temps. On a longtemps hésité à savoir si on allait à Bordeaux, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier ou Nice. Finalement, c'est Montpellier qui l'a emporté. Ils ont offert le terrain. Les tractations ont commencé début 1970 ou 1971. D'un coup, la décision est arrivée. On n'était pas informé. Ça se passait au niveau des ministères.



En 1992, au Cirad, à Montpellier, avec Jean Graille lors de la création du département des Cultures pérennes.

Au ministère de la Coopération, le site de Bordeaux était préféré, pour je ne sais quelle raison. Les maires ont joué un rôle important.

### COMMENT VIVIEZ-VOUS CE REGROUPEMENT ET CETTE FUSION QUI ARRIVAIT ? COMMENT LES PERSONNELS VIVAIENT CELA À L'IRHO ?

C'était très compliqué. Une partie du personnel était favorable. Personnellement, j'étais très favorable à la fusion. Les directeurs des instituts étaient défavorables à la fusion pour des tas de raisons. Beaucoup de gens étaient indifférents, ou ne savaient pas trop. Le problème s'est posé quand il a été question de transférer les gens à Montpellier. Il fallait déménager et éventuellement trouver du boulot pour son conjoint. Certains n'avaient aucun problème, et sautaient sur l'occasion. D'autres étaient moins chauds. J'étais célibataire, donc vivre en Côte d'Ivoire, en Colombie, à Montpellier, ou à Paris, ça ne changeait pas grand-chose.

### EN QUELLE ANNÉE AVEZ-VOUS FAIT LE BASCULEMENT SUR MONTPELLIER ?

On a commencé par construire trois bâtiments : l'agronomie, la défense des cultures, et la génétique. Il faut retenir que pour ce dernier bâtiment, pour la première fois, on a demandé l'avis des sélectionneurs. Ça peut paraître curieux, mais on nous a demandé ce qu'on voulait faire dedans, et comment on voyait la structure du bâtiment. Le bâtiment a été livré en juillet 1977. On est arrivés en 1978 seulement, après l'agronomie, et les autres. Le Cirad n'est pas encore créé, mais il y avait déjà une partie des structures du futur Cirad qui se mettait en place, avec des comités techniques, des choses comme ça. On réunissait tous les responsables des instituts, qui étaient encore là.

Après la création du Cirad, l'IRHO a été dissocié entre les plantes pérennes et les plantes annuelles. L'Irca est resté en totalité « IRCA », mais a été fusionné ensuite avec l'IRHO et l'IRCC, pour créer le Département des Cultures pérennes. Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, j'ai été nommé directeur scientifique de l'Irca, de l'IRCC, et de l'IRHO. C'était en

attendant qu'on crée le département des Cultures pérennes. C'était une époque épouvantable. On avait quatre directeurs. Francis Cailliez nous conseillait. Le but était de créer ce Département des plantes pérennes, mais on ne savait pas comment. Henri Carsalade nous avait laissé le temps qu'on voulait pour définir le périmètre. Le directeur scientifique de ce nouveau département serait Jacques Meunier, et le directeur administratif serait Robert Jouanique. Pour les autres, on ne savait pas. On nous demandait de choisir notre directeur ! C'était épouvantable pour moi, parce que j'avais quatre bureaux : un à l'IRCC, un à l'Irca, un à l'IRHO, et un à Montpellier. Je passais le plus clair de mon temps Place de l'Etoile. J'étais chargé de faire la fusion.

### POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DU CHOC DES CULTURES DANS CES LIEUX D'HYBRIDATION ET D'INTERFAÇAGE ? L'IRHO RENCONTRANT LE DÉPARTEMENT DES SYSTÈMES AGRAIRES, LE CEEMAT, OU L'IRAT, COMMENT SE SONT PASSÉES CES CONFRONTATIONS DE CULTURE ?

Ça ne s'est pas passé de façon toujours facile, mais globalement, ça a été beaucoup plus simple qu'on ne l'imaginait. Ça dépendait des disciplines. On se retrouvait plutôt par disciplines, avec la création des missions. Le premier Chargé de mission « Génétique et amélioration des plantes » était Jean-Pierre Gascon. On avait un Conseil scientifique par mission – composé d'internes et d'externes – et on nommait un président externe. On avait choisi Jacques Demarly. Tout de suite, on a réuni les anciens directeurs des différentes disciplines, dans chaque institut. Pour autant que je me souviens, on a eu quelques petits désaccords, mais jamais de difficulté majeure. On a défini ensemble les priorités qu'on voulait donner au « bâtiment quatre ». C'était important. Ça a été adopté plus tard, quand j'ai été nommé. Je l'ai présenté au Conseil scientifique. Tout le monde était d'accord. Bien sûr, il y avait des piques. En même temps que les missions, le Cirad avait créé la fameuse Commission de Programmation et de Coordination Scientifique, dans laquelle on ne programmait ni ne coordonnait quoi que ce soit. Mais ça s'appelait

comme ça. De temps en temps, il y avait la pique sur les néocolonialistes de l'IRHO – ou autres – mais c'était plutôt dans une bonne ambiance. Je n'ai jamais vu de querelle violente.

Plus tard, quand je suis devenu directeur scientifique du Département des Cultures pérennes, le directeur scientifique du Cirad était Hubert Manichon. Il a fallu que j'organise ce nouveau Département. Évidemment, je suis allé voir individuellement tous mes collègues pour leur expliquer mes choix. C'était compliqué. J'ai fini par nommer des gens de tous les départements pour équilibrer en me basant sur leur réputation – notamment à l'étranger –, leur capacité à animer, et leur acceptation dans leur propre département. Si je me souviens bien, j'avais nommé Robert Ochs pour l'agronomie. Il y avait des domaines où ça pouvait prêter à discussion. Par exemple, en ce qui concernait la technologie, on avait un poids lourd à l'IRHO : Jean Graille. Il était médaille Chevreul. J'ai expliqué à Graille que je préférerais celui de l'IRCC. Il a accepté immédiatement, en me disant qu'il s'intéressait plus à la recherche qu'à l'animation. Je n'ai pas eu de discussions ni de conflits.

### VOUS OSCILLIEZ ENTRE LA DIRECTION SCIENTIFIQUE – PUISQUE MICAP, C'ÉTAIT DIRECTION SCIENTIFIQUE – ET L'OPÉRATIONNEL, AVEC LA CRÉATION DE DIRECTION DE DÉPARTEMENTS. AVEZ-VOUS À UN MOMENT CUMULÉ LES DEUX FONCTIONS, MICAP, ET DIRECTEUR SCIENTIFIQUE DU DÉPARTEMENT DES CULTURES PÉRENNES ?

Non. J'ai abandonné la Micap. Ce n'était pas possible de cumuler. Le directeur général, Henri Carsalade, est venu me voir, en m'expliquant le département qu'il voulait créer, et pourquoi il me nommait directeur scientifique des trois départements, avant de me nommer directeur du nouveau Département. Le département Fhlor n'a pas bougé à cette époque. Il y a eu quelques modifications, mais ça n'a pas vraiment pris. L'Irat a absorbé l'arachide de l'IRHO, mais ils ont arrêté le programme Arachide. Le Fhlor a récupéré les légumes, mais il ne s'en est pas vraiment occupé non plus.

En 1993, Jacques Meunier avec Michel de Nucé de la Motte et Jean Laboucheix, en Colombie.



### AVEZ-VOUS UN SOUVENIR DE CETTE ÉPOQUE, DE LA FIN DU MANDAT DE HENRI CARSALADE ET DE L'ARRIVÉE DE MICHEL DE NUCÉ DE LA MOTTE ?

Je m'en souviens très bien pour plusieurs raisons. D'abord, au cours d'une mission en Colombie, il y avait un congrès à Santa Marta. Je me retrouvais avec Michel De Nucé en dehors des réunions. À un moment, on se retrouve sur la plage. Il me pose une question bizarre : « comment je vois le Cirad ? » Je ne savais pas quoi répondre. Je trouvais qu'il marchait très bien ! Il me dit : « Vous avez une idée du futur directeur ? ». Je réponds : « Le futur directeur, c'est Carsalade ». Je ne voyais pas... Je n'avais rien compris du tout, mais rien du tout. Quelques semaines après, j'étais en congés. Je passais mes vacances chez Philippe De Reffye. Il a une maison du côté des Charentes. Un jour, Philippe m'appelle, et me dit : « J'ai un coup de fil pour toi. Il y a Carsalade qui t'appelle ». Je prends, et Carsalade me dit : « Êtes-vous au courant des magouilles d'untel et untel ? ». Encore une fois, je suis tombé des nues : « Quelles magouilles ? ». Cela vient d'un syndicaliste de l'IRHO. J'ai dit : « Non. Je ne suis pas au courant. Je ne vois pas de quoi vous voulez parler ». Le lendemain, je le rappelle : « Non. Ce

n'est certainement pas ça, parce que cette personne, je l'ai envoyée en mission en Indonésie. Il est en Indonésie depuis quinze jours ou trois semaines. Donc, ce n'est certainement pas lui qui est intervenu au ministère ». Il me parlait de quelqu'un qui était intervenu au ministère contre lui. Il y a eu une confusion. Aucun des chercheurs de l'IRHO de l'époque n'était intervenu selon moi, sans que je puisse le certifier.

### APRÈS, MICHEL DE NUCÉ DE LA MOTTE EST NOMMÉ.

Il est nommé en octobre 1993. Je reviens un peu en arrière sur la nomination du directeur du département des Cultures pérennes. Trois personnes étaient en lice dans l'affaire. Il y avait l'ancien directeur scientifique de l'IRCA, Christian Brunin, qui avait été nommé directeur de l'IRHO. Alain Weil avait été nommé directeur de l'IRCA et Paul Gener avait été nommé directeur de l'IRCC. Henri Carsalade nous avait laissé le temps qu'il fallait. Mais au bout d'un an, c'était difficile de fonctionner comme ça. On a dit à Henri Carsalade : « On est prêts. On a choisi Alain Weil ». En janvier 1993, Weil a été nommé directeur du département des Cultures pérennes et c'est nous qui l'avions proposé.

### À CE MOMENT, VOUS DEVEZ ÊTRE DIRECTEUR SCIENTIFIQUE ?

Je deviens directeur scientifique. À son arrivée, Michel de Nucé de la Motte nomme Jean-Luc Renard directeur du département des Cultures pérennes à la place d'Alain Weil. Donc, je présente ma démission à Jean-Luc Renard, qui la refuse. Je reste directeur scientifique de ce département.

### COMMENT SE PASSE L'ORGANISATION DU DÉPARTEMENT DES CULTURES PÉRENNES ? CE SONT ENCORE DES PROGRAMMES, À L'ÉPOQUE. DONC, LA STRUCTURE DES DÉPARTEMENTS SUBSISTE PLUS OU MOINS ?

Il n'y a pas de grosse révolution. Il y a toujours l'équipe palmier... On a une matrice entre filières et disciplines : d'un côté, on a palmiers, cocotiers, hévéa, café, cacao... D'un autre côté, on a la génétique, l'agronomie...

### LE TEMPS PASSE, ET ON VOUS PROPOSE DE NOUVELLES FONCTIONS ?

Après De Nucé de la Motte, c'est Bernard Bachelier qui est nommé directeur général. Bernard Bachelier vient me voir. On m'avait déjà fait plusieurs propositions. Je ne voulais pas devenir

directeur de département. On m'avait proposé de devenir directeur de l'IRCC bien avant cette histoire, mais je ne voulais pas. J'estimais que je n'étais pas compétent pour ça. J'étais plutôt un scientifique. Je souhaitais rester dans la science, et j'ai horreur des discours. La direction scientifique, ça m'arrangeait bien. Un jour, Bachelier vient me voir dans mon bureau, et me dit : « Jacques, on va changer. Je voudrais que tu deviennes directeur scientifique adjoint du Cirad ». J'ai répondu : « Oui. Ça, ça me convient parfaitement ». Il me dit : « J'ai choisi Michel Dron comme Directeur Scientifique ». J'ai répondu : « Ça, c'est encore mieux. Tout va bien. Impeccable ». Donc, on discute deux minutes, et on se serre la main. Au moment de sortir, il ouvre la porte, se retourne, et me dit : « J'ai oublié de te dire, je vais aussi te nommer directeur du département Gerdat ». Je sentais le coup fourré ! J'ai dit : « Attends... ». Il me répond : « Non, mais ne t'inquiète pas, c'est un département qui va disparaître. Je t'expliquerai ». Je n'avais pas le choix. Donc, je suis devenu d'un coup directeur scientifique adjoint du Cirad, et directeur du département Gerdat.

Je deviens donc directeur scientifique adjoint. Ça m'allait parfaitement, parce que j'aime beaucoup Michel Dron. On est restés très amis. On s'entendait bien. En revanche, j'ai eu quelques problèmes avec le Gerdat. C'était une entité assez particulière, avec des unités de recherche créées sur mesure par Jean-Marie Sifferlen, le directeur administratif et financier. Il y avait l'acridologie avec le Prifas, la modélisation avec Amap, etc. Elles étaient très autonomes, très indépendantes, mais sous la coupe très forte de Sifferlen. J'ai eu un gros problème avec le Prifas en 1997. Quinze jours après ma nomination, Bernard Bachelier m'appelle pour me dire que le Président de la FAO venait d'envoyer une lettre de protestation au Président de la République Française, sous couvert du ministre de l'Agriculture, pour porter plainte contre le Cirad. Il avait reçu un rapport d'un de nos agents qui était absolument injurieux pour la FAO. J'ai convoqué le Directeur du Prifas. Je lui ai demandé de quoi il retournait, et de me donner le rapport en question. Effectivement, en lisant ce rapport, je

m'aperçois qu'il traitait les gens de la FAO de « *corrompus, qui touchaient les pots de vin* », des trucs invraisemblables. C'était un rapport discuté en Assemblée générale sur les acridiens. Je comprenais. J'ai pris l'avion, et je suis allé à Rome. J'ai rencontré le directeur de l'acridologie – j'ai retrouvé Henri Carsalade, entre-temps devenu directeur adjoint de la FAO – pour m'excuser, pour excuser le Cirad, et pour expliquer qu'il y avait eu de gros loupés. Ce n'était pas le directeur qui avait écrit le rapport mais un de ses collaborateurs. Personne n'avait relu le rapport, y compris Sifferlen, qui était le directeur. La FAO a accepté les excuses. J'ai été très bien traité à Rome. J'ai demandé la démission du directeur du Prifas mais j'ai continué à soutenir cette unité de grande qualité.

**SI ON REVIENT SUR L'ASPECT SCIENTIFIQUE DE VOTRE CARRIÈRE, QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR L'ÉVOLUTION DES OUTILS QUI ONT ÉTÉ UTILISÉS DANS VOTRE DOMAINE, COMME LES COLLECTIONS, L'INFORMATIQUE, LES DESCRIPTEURS, LES ANALYSES DE DIVERSITÉ, ETC. ?**

Le tournant des sciences dans mon domaine, c'est bien la biologie moléculaire. C'est un élément important que je voulais souligner. Quand je suis rentré à la Micap, j'ai demandé à ce qu'on introduise la biologie moléculaire au

Cirad, à l'occasion des Actions Thématiques Programmées. J'ai demandé à Claire Lanaud et à quelques-uns de ses proches de me préparer un projet pour qu'on acquière les outils de la biologie moléculaire, qui était débutante et balbutiante dans le monde. En France, il n'y avait que l'Université de Strasbourg, l'Université de Perpignan, le CNRS et l'Université d'Orsay qui étaient équipés. L'Inra n'était pas encore équipé, ni l'Orstom. Le problème était que c'était lourd d'un point de vue financier. L'habitude, pour le financement des Actions thématiques programmées, était qu'on avait tendance à saupoudrer : 1 000, 5 000 ou 3 000 francs. Nous, on demandait un projet à 200 000 ou 300 000 francs. Ça prenait la totalité du budget des Actions thématiques programmées cette année-là. Le problème, c'est que le Conseil scientifique du Cirad et le Président du Conseil scientifique s'y sont opposés. Le Président du Conseil scientifique était Berkaloff. Il était patron de la biologie moléculaire au CNRS. Je me souviens d'une réunion houleuse au Conseil scientifique, où Berkaloff m'a dit : « Mais que veux-tu faire ? Tu veux concurrencer Monsanto ? ». On en est resté là. Quinze jours après, on avait la réunion avec Henri Carsalade et tous les chargés de mission, pour décider des Actions thématiques programmées. Comme d'habitude, il commençait par la



En 1993, à Bali Jacques Meunier avec M. Soedaran, ministre de l'Agriculture d'Indonésie.

génétique, et a dit : « *Biologie moléculaire, non. De côté* ». J'ai dit : « *Attends, je ne suis pas d'accord. Cet outil est absolument indispensable pour l'évolution de notre discipline, et pour l'évolution du Cirad. En plus, il sera indispensable pour nos partenaires, parce qu'il faudra qu'on les forme à cet outil* ». Carsalade s'est arrêté de parler pendant au moins une minute, et m'a dit : « *Vendu* ». On a retenu une seule Action thématique programmée cette année-là : la biologie moléculaire. C'est ce qui a fait qu'on a pu être les premiers dans le monde à faire la carte génétique du cacaoyer, du bananier, et qu'on a pu intégrer le consortium de riz sur la génomique, etc.

**QUAND VOUS REGARDEZ TOUTES LES ESPÈCES SUR LESQUELLES LE CIRAD A TRAVAILLÉ, CES OUTILS ONT-ILS PERMIS DE BOOSTER L'AMÉLIORATION DES PLANTES SELON VOUS ? LES ESPOIRS ONT-ILS ÉTÉ REMPLIS ?**

Il y a toujours un décalage entre les arguments qu'on avance dans un projet de recherche et la réalité. Évidemment, quand on met en avant un projet de biologie moléculaire, on dit que ça permettra de mieux étudier la diversité génétique, de faciliter l'amélioration, et de faire la sélection sur marqueurs, ou des choses comme ça. Je me souviens

d'une réunion en Comité scientifique de la Micap, où j'avais dit à Claire Lanaud : « *Ne t'emballe pas, pour l'amélioration, on en reparlera* ». Je ne connais pas actuellement de progrès sérieux en amélioration qui soit lié à la biologie moléculaire, à quelques exceptions près. On est capable de détecter un gène de résistance ou de l'introduire. Mais ça n'a pas l'impact dont on pouvait parler à l'époque. En revanche, ça nous a permis de mieux comprendre la diversité de nos espèces, et d'avancer plus facilement. Ce n'est pas véritablement un outil de sélection ou d'amélioration proprement dit.

**IL Y A UN ÉLÉMENT IMPORTANT À CE MOMENT QUI ÉMERGE : LES OGM, AVEC AUSSI CE QUI S'EST PASSÉ DANS LES SERRES DU CIRAD EN 1999. VOUS ÉTIEZ EN PREMIÈRE LIGNE ?**

Je suis en première ligne lorsque des individus pénètrent dans nos serres et détruisent les essais de riz transgénique. C'est encore une péripétie particulière qui m'a valu la chance d'avoir la porte de mon appartement souillée par les partisans de José Bové. J'étais porte-parole du Cirad dans cette affaire, donc j'ai été interviewé. Je suis passé à la radio et à la télé régulièrement. C'était une époque compliquée. Ce qui me peinait le plus, c'était le travail qu'avaient fait tous les chercheurs de l'équipe Biotrop,

pour obtenir ces financements, et pour mettre en place les serres transgéniques qui coûtaient très cher. Tous ces programmes européens et autres qu'on avait obtenus, se trouvaient détruits du jour au lendemain. C'était pour des raisons politico-syndicales complexes. Personnellement, j'étais plutôt copain avec Bové. On s'est retrouvés pas mal de fois, et on a déjeuné ensemble. On était copains dans le privé, mais on se retrouvait complètement opposés en public. Il était embêté : « *Ça m'ennuie que mes copains t'aient fait ça* ». Son père était pathologiste à l'Inra de Bordeaux. Il travaillait sur les virus des agrumes, en lien avec le Fhlor. Quand ils se sont mis d'accord pour des travaux en commun – ce n'était pas encore le Fhlor, c'était l'Irfa –, Bové avait demandé à l'Irfa de recruter un technicien ou une technicienne, pour travailler avec lui à Bordeaux. L'Irfa a recruté une technicienne, qui est devenue Madame Bové, et qui est la maman de José Bové ! C'est comme ça que je l'ai connu... On s'était retrouvés à différentes occasions. À la Micap, je croisais le père Bové à San Giuliano en Corse, où on avait une station agrumes.

**AVEC LE REcul, QU'EST-CE QUE VOUS NOUS DIRIEZ SUR LA POLITIQUE DU CIRAD VIS-À-VIS DES OGM ?**

L'un des problèmes de la recherche scientifique, en particulier de la recherche pour des pays étrangers, c'est qu'on n'avait aucune directive ministérielle sur ce qu'on devait faire ou non. Il y avait une espèce de liberté d'action qui dépendait uniquement de la direction du Cirad, avec ses conseils. Quand on arrivait sur des sujets extrêmement sensibles comme les OGM par exemple, plus personne ne prenait de décision. J'ai dû écrire cinq ou six notes de stratégie concernant les OGM. Aucune n'est sortie dans le public. D'autant plus qu'entre-temps, on changeait de directeur général et ça reportait. C'était quelque chose de compliqué.

**SUR CETTE QUESTION, Y AVAIT-IL DES TENSIONS À L'ÉPOQUE QUE VOUS DEVIEZ GÉRER AU SEIN DU CIRAD ?**

Je n'ai pas vraiment eu de retours. Il y avait des tensions. J'ai appris que c'était quelqu'un du Cirad qui avait indiqué à

En 2000, à Paris, cérémonie de décoration de l'Ordre National du Mérite de Jacques Meunier par Jean-Pierre Gascon.



José Bové où étaient les serres, où on cultivait des OGM. Il y a eu des épisodes cocasses. À la suite de ces affaires, j'ai été convoqué par Georges Frèche, le maire de Montpellier. On était allés déjeuner au Parc de Méric, où il y a l'ancienne villa du peintre transformée par la Mairie. Après le déjeuner, il me dit : « Monsieur Meunier, est-ce que le Cirad a des OGM à Montpellier ? ». J'ai dit : « Monsieur le Maire, oui. Nous cultivons des OGM à Montpellier, derrière Lavalette ». Il me dit : « Mais qui a autorisé ça ? ». J'ai répondu : « C'est vous, Monsieur le Maire ». Il m'a dit : « Comment ça ? ». J'ai dit : « Vous savez bien que pour cultiver des OGM en France, il faut avoir l'accord du ministère, de la Commission du génie génétique, et que la mise en culture doit être signée par le Maire de la commune et affichée en Mairie. D'ailleurs, je vous invite. Vous verrez, si vous allez regarder votre panneau... ». Il se marre, en disant : « On me fait signer n'importe quoi » ! C'était suite à l'épisode Bové. Georges Frèche n'avait pas de problème, et nous soutenait beaucoup. D'ailleurs, il m'avait dit : « De toute façon, je soutiens la recherche. Je vous comprends. Mais il faut que je sois au courant ». Donc, il avait créé une commission de tous les scientifiques concernés sur la place de Montpellier : l'Université, l'IRD, l'Inra, Cirad, etc. On se réunissait une fois par mois à la mairie de Montpellier, pour savoir où on en était, et ce qui se passait. Mais ça a duré à peine un an. Après, c'est sorti des sujets. La politique, quand on touche les sujets sensibles comme ça, personne ne veut se mouiller. En anecdote, le Président du Conseil de biogénétique était quelqu'un de très médiatique, Axel Kahn. Un jour, on avait une réunion élargie à Paris sur les OGM. Axel Kahn nous présentait un certain nombre de projets. Vers la fin de la réunion, je lève la main, et je prends la parole : « Monsieur le Président, votre conseil pourrait-il nous aider au Cirad, à aider les pays avec lesquels on travaille, à formuler une politique vis-à-vis de ces nouvelles technologies ? ». Axel Kahn me répond très sèchement : « D'abord, ce Conseil ne connaît rien aux plantes tropicales. Deuxièmement, c'est aux pays eux-mêmes de faire leur politique. Point



© Cirad / Laurence Rodriguez

Serre d'écophysiologie (Abiophen) située sur le campus de Lavalette du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), Montpellier.

final ». Je pars très fâché. Nous avions pas mal de choses qui marchaient bien. On savait régénérer les caféiers. On avait le gène de résistance d'un insecte : la mineuse des feuilles du caféier. On avait les outils pour la transformation. On lance un programme de transformation génétique du caféier. On fait des caféiers OGM résistants à la mineuse des feuilles. On envoie le projet à la fameuse Commission. Je leur ai dit : « Vous n'avez peut-être pas de compétences en plantes tropicales, mais la Guyane, c'est en France ». Il a bien fallu qu'ils examinent le projet. Ce projet a été accepté. On a planté des OGM pas loin de Kourou, dans les champs du Cirad. Ce projet est devenu assez célèbre dans le monde, puisque c'est la première fois qu'on avait une plante pérenne, génétiquement transformée, plantée en champs. Il se trouve qu'en plus, on avait une coopération avec un membre de la Confédération paysanne. Il avait son exploitation pas loin de notre champ, et élevait des abeilles. On lui avait proposé de racheter toute sa production d'abeilles, parce qu'on voulait étudier l'impact éventuel de ces arbres génétiquement modifiés sur le pollen, le miel et les abeilles. Il avait accepté, ce qui était étonnant de la part de la Confédération paysanne. Entre-temps, c'est devenu célèbre. On avait choisi un sujet qui n'avait aucun impact économique. La mineuse des feuilles, c'est une mineuse, mais ce n'est pas la mineuse des grains dont l'impact économique est très sensible. Au bout de deux ans, c'était devenu un ravauteur grave, en particulier au Brésil. Les chercheurs brésiliens et colombiens qui connaissaient notre sujet

commençaient à vouloir le visiter, en disant : « C'est très intéressant. On attend les résultats ». En septembre 2004, pratiquement deux mois avant les premières récoltes, un ouvrier nous appelle : la totalité des arbres avaient été coupés à la machette. On n'en sait pas plus. Le Cirad a porté plainte. On n'a jamais eu de retour. Quand j'ai revu les plants, ils m'ont dit : « Ça, ce sont des machettes de blancs ». Pour eux, c'étaient vraisemblablement les militaires de Kourou qui avaient coupé ça. On a averti la direction de l'Agriculture, et évidemment toutes les autorités. Il y a eu un sac de nœuds. Je sais que le directeur de l'Agriculture a été viré dans les huit jours. Mais l'enquête a été arrêtée et on n'a jamais eu de retour. On n'a jamais trouvé qui c'était.

#### DÉCIDÉMENT, LES OGM DU CIRAD ONT ÉTÉ ÉRADIQUÉS PARTOUT !

Partout, oui. On a dit : « On ne fait plus d'OGM ».

#### COMMENT REVOYEZ-VOUS L'ÉVOLUTION DE LA DIRECTION SCIENTIFIQUE DU CIRAD AU COURS DE TOUTES CES ANNÉES ?

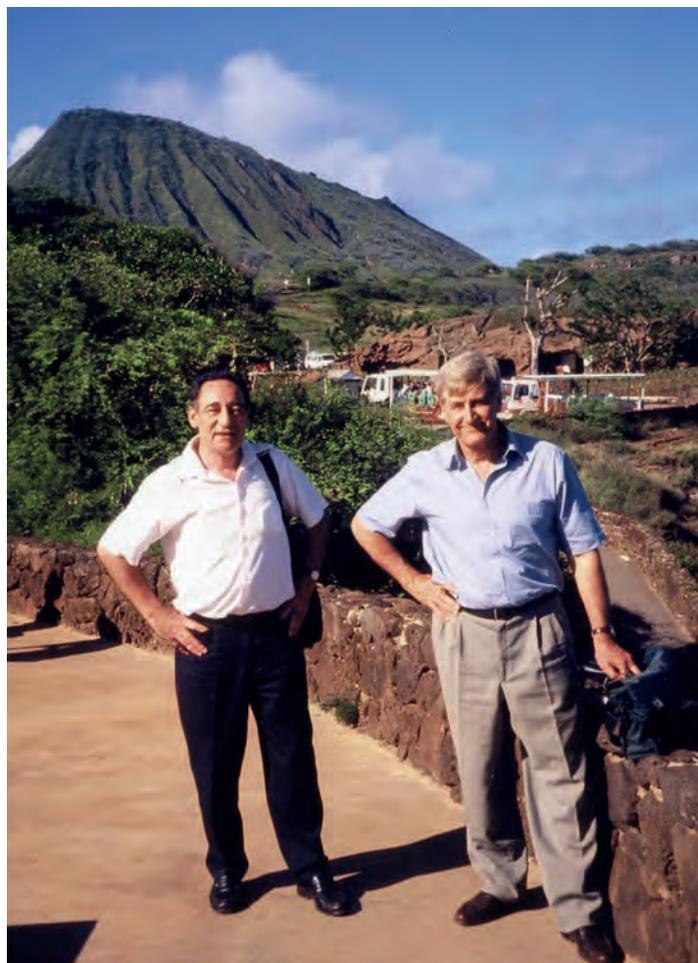
Au cours de la création des Unités Mixtes de Recherche, il y a eu toute une évolution qui faisait que le ministère souhaitait qu'il y ait des réunions entre les organismes de recherche et les universités, pour avoir des unités de recherche communes. On s'est mis à travailler dessus avec Anne-Yvonne Le Dain, arrivée chez nous. Je me suis impliqué complètement. Anne-Yvonne Le Dain s'occupait plutôt de l'aspect juridique et du montage, et moi de la

partie scientifique. On m'a demandé de faire le listing de ce qu'on pouvait monter. À une Commission de Programmation et de Coordination Scientifique – la veille du 1<sup>er</sup> Mai 2002 – le Directeur m'appelle, en me disant : « *Lundi, on a Conseil ou comité d'entreprise. Les gens voudraient que... Je voudrais savoir où on en est dans la préparation des unités de recherche* ». C'était encore une nébuleuse compliquée, mais j'avais tous mes paquets scientifiques. Je voyais à peu près comment on pouvait faire quelque chose. Je demande à Chantal Carrasco, mon assistante – je n'étais pas très bon en informatique – de me faire des patates dans lesquelles j'ai groupé mes disciplines. J'avais fait cinq groupes : ce qui relevait de la biologie en général, de l'agronomie en général, de la transformation, de l'économie et de la sociologie. Dedans, j'avais mis ensemble la génétique des poissons de l'EMVT avec la génétique de la canne à sucre. Je présente ça au comité d'entreprise. Je savais que la réunion serait tendue, parce qu'il y

avait des négociations salariales. Il y avait des tas de trucs où ça pouvait être très tendu. Les délégués menaçaient de lancer une grève, ou de se retirer. Je fais ma présentation avec mes cinq paquets. On me laisse parler. Le directeur général ouvre la discussion : un silence terrible. L'un des syndicalistes d'un coup prend la parole, et dit : « *Mais c'est ce qu'on attendait depuis longtemps* ». Ça détend complètement l'atmosphère. On va déjeuner. Le directeur général, Benoît Lesaffre, me prend par l'épaule, et me dit : « *Tu as sauvé la réunion !* ». Je ne veux pas dire du mal de Benoît Lesaffre, mais comme directeur général, il n'était pas évident. Il m'invite à dîner le soir. Le jeudi ou le vendredi d'après, on avait le Comité de direction des départements. Tous les directeurs des départements me tombent dessus, en disant : « *Tu es en train de proposer la réforme du Cirad* ». J'ai dit : « *Comment ça ? De quoi vous parlez ?* ». On m'a dit : « *On nous dit qu'en comité du personnel, tu as présenté une organisation en cinq groupes, ou cinq départements* ».

J'ai répondu : « *Attendez, vous plaisantez ? Il ne s'agissait pas de faire une présentation du Cirad. Si j'en avais fait une, je l'aurais faite en trois groupes. Donc, ça n'a rien à voir* ». Moi, ce que j'ai fait est ce qu'on a appelé par la suite « *Les patates de Meunier* ». C'était tout. Après, on a essayé de formaliser ces départements et ces unités de recherche. C'était chaud. Les directeurs de départements se voyaient remis en cause...

À l'arrivée de Benoît Lesaffre, lui et le Président Daniel Nahon me proposent le poste de directeur scientifique du Cirad, que je refuse. Je suis alors nommé directeur scientifique par intérim avec pour mission, entre autres, de trouver un directeur scientifique. Je contacte alors le directeur des ressources humaines : « *On fait passer une annonce pour avoir un directeur scientifique. Ce n'est pas si compliqué que ça* ». Des candidatures arrivent. Je les convoque. J'ai un entretien avec chacun des candidats. À la fin, j'en retiens deux : le directeur du Cetiom et Anne-Marie Izac. Ils avaient des curriculum vitae extraordinaires. Anne-Marie Izac était diplômée d'HEC, Professeure de génétique aux États-Unis, Professeure d'écologie en Australie, Directrice de recherche à l'IITA au Nigeria, Directrice de recherche au Cifor au Kenya... Elle avait d'ailleurs – je ne le savais pas à l'époque – participé à l'évaluation du département Forêt chez nous. Elle connaissait la génétique et l'écologie, l'économie, les Centres Internationaux... On ne pouvait presque pas faire mieux. Ça a pourtant été une catastrophe. J'ai dit à Lesaffre : « *Après, c'est à toi de voir avec le Président. Ce n'est pas moi qui décide* ». Le Président était Daniel Nahon. Ils ont retenu Anne-Marie Izac. Deux jours après, Lesaffre m'appelle, et me dit : « *Il faudrait que tu voies quel salaire on va lui donner* ». J'ai dit : « *Tu rigoles ? Ce n'est pas à moi de décider du salaire de ma future patronne ! Tu peux prendre tes responsabilités. Tu as une DRH. Tu as tout un service administratif pour ça* ». C'était n'importe quoi. C'était une époque un peu rock'n'roll. Il y a eu beaucoup de dégâts. On s'est groupés pour pousser Gérard Matheron à se porter candidat à la direction du Cirad. Ça ne pouvait pas continuer comme ça.



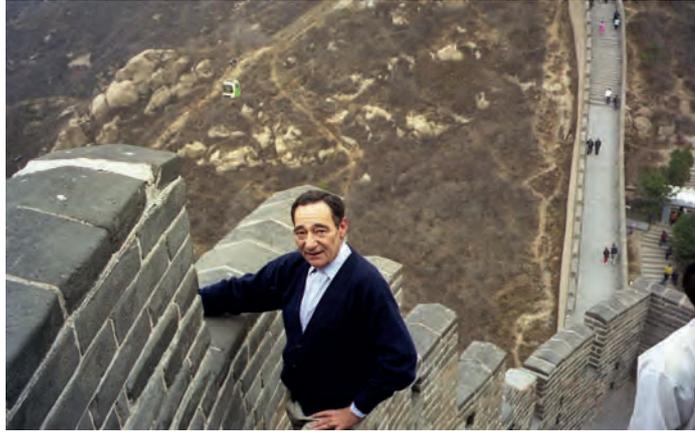
En 2002, le président du Cirad, Daniel Nahon, avec Jacques Meunier, en visite à Honolulu, Hawaii.

### CETTE PÉRIODE ÉTAIT AUSSI LA FIN DES DÉLÉGATIONS SCIENTIFIQUES ET DES MISSIONS...

Ils ont tout éradiqué. J'estime que les délégations scientifiques et la direction scientifique telles qu'elle étaient, n'étaient qu'une phase transitoire. Ce n'était pas légitime d'avoir une direction scientifique en dehors des départements. Quand Anne-Yvonne Le Dain a quitté la direction du département AMIS, Benoit Lesaffre ne trouvait pas de remplaçant. Comme il ne prenait pas de décision, il a demandé au directeur scientifique et aux gens qui travaillaient à AMIS – les adjoints d'Anne-Yvonne Le Dain – de se trouver un directeur. Ils sont venus me voir. Comme je commençais à être sérieusement en bisbille avec Anne-Marie Izac qui avait décidé de tout changer, je n'avais plus droit à la parole. Moi qui essayais de l'aider... Elle vivait mal le fait que j'aie de l'ancienneté, et que je sois la mémoire de la « maison ». J'ai accepté la direction d'AMIS, où je me suis bien amusé d'ailleurs, avec des gens bien sympathiques. Sauf que Gérard Matheron m'a demandé de faire une année de plus, parce qu'il voulait faire sa réforme. J'ai fait une année de plus. La deuxième année, j'ai dit : « Non, ça suffit. Je pars ».

### À L'ISSUE DE CE PANORAMA DE VOTRE CARRIÈRE, AVEZ-VOUS DES ANECDOTES OU DES SOUVENIRS PARTICULIERS À PARTAGER ?

Évidemment, j'ai plein d'anecdotes à raconter. Ça, c'est sûr. Au cours d'une mission, j'ai rencontré Gabriel Garcia Marquez. Je suis tombé en panne pas loin de chez lui. Il ne devait pas être là, mais on a passé trois jours et trois nuits avec pas mal d'aguardiente, à raconter nos solitudes. J'ai aussi rencontré Pablo Escobar tout à fait par hasard et ça a été une rencontre très particulière. C'était en 1971. Je travaillais au nord de la Colombie, dans la région de Montería, une ville de 200 000 habitants à peu près. Il y avait un Consul de France qui m'a pas mal aidé, parce que c'était difficile de travailler en zone de guérilla. Il me fallait des autorisations spéciales. Pour le 14 juillet, il m'envoie un carton, et me dit : « Vous serez le premier Français que j'aurai



En 2001, Jacques Meunier sur la muraille de Chine.

*pour le 14 juillet* ». Il m'invite. Il y avait une quarantaine de personnes : tous les responsables de la ville, le Chef des Armées, le Commandant de gendarmerie, et deux hommes qui avait l'air un peu en dehors mais qui s'intéressaient à moi. Ils m'ont demandé ce que je faisais, et pourquoi j'étais là. Trois ou quatre jours après, je revois le Consul. Avant de passer, j'ai dit : « *Il y avait deux personnes avec lesquelles j'ai beaucoup discuté pendant votre soirée et qui étaient sympas, c'est qui ?* ». Il me dit : « *Ce sont des représentants de la guérilla* ». J'ai répondu : « *Mais attendez, vous invitez les responsables de la guérilla en même temps que le Chef de la Police et le Commandant militaire ?* ». Il me dit : « *Oui. Le 14 juillet, on a décidé que c'était la trêve* » ! Ça aurait pu s'arrêter là. Mais mon chauffeur qui appartenait à la guérilla sans que je le sache – mais c'était tellement évident – quelques jours après, s'est débrouillé pour m'emmener. On prospectait toute la zone. Je me retrouvais dans une gargote. D'un coup, je tombe sur Pablo Escobar. On mange ensemble et on discute : il essayait de saisir ce que je faisais dans le pays et moi de comprendre les différences idéologiques entre les guévaristes du nord, les maoïstes au centre, les FARCs au sud et les autres nouveaux groupes comme le M16... Ça s'est répété trois ou quatre fois comme ça. Ce n'était pas un hasard.

Au-delà des anecdotes, ce qui m'a le plus impressionné, ce sont les débuts de ma carrière... C'est le savoir des ethnies locales, de ceux qu'on appelle maintenant les « *autochtones* ». Ce sont des gens qui ont des savoirs étonnants.

La première fois je suis arrivé au Brésil à Manaus, j'ai été accueilli par le directeur de l'institut de Recherche INPA. Il était venu m'accueillir à l'aéroport. Mais à l'époque, Manaus était en ruines. C'était une petite ville. Il m'amène chez lui. Il parlait un français impeccable. Il me dit : « *J'ai oublié, j'ai un Chef Indien à côté* ». Cet homme parlait plusieurs langues indiennes. Quand il y avait des conflits entre tribus, il était appelé par le Gouvernement pour aller discuter. Il trouve cet Indien devant le poste de télévision. Il dit : « *Ça alors !* ». Je ne sais pas en quelle langue – il m'a traduit après – il lui dit : « *Comment trouves-tu la boîte avec les images ?* ». L'Indien lui a répondu : « *L'histoire est mauvaise* » ! [Rires] C'était un western... Il ne semblait pas étonné du tout par la télévision. Il a trouvé que le film n'était pas bon, c'est tout. J'ai été frappé par ce genre de choses, très souvent.

À l'IRHO, quand on commence une nouvelle culture, l'un des problèmes est la nutrition. En général, tous les agronomes commençaient par leur fameux essais NPK. Sur le palmier, ce qui marche bien c'est de l'azote au jeune âge. Ensuite, c'est la potasse qui devient prépondérante. Pour le cocotier, ils ont admis que c'était la même chose. Ça a été admis pendant très longtemps. Sauf qu'un jour, ils se sont aperçus que ça ne marchait pas. Dans une expérience, ils avaient remplacé le chlorure de potassium par du sulfate. L'élément essentiel n'était pas le potassium, c'était le chlore. Aux Philippines, quand les paysans plantent un nouveau cocotier, ils prennent une poignée de sel, et ils la



En 2000, à Yamagata au Japon, au cours d'un test de dégustation de riz.

balancent au fond : les Dieux ont dit qu'il fallait mettre du sel au fond pour les cocotiers. Il y a quelque chose. Quelques années après, je me trouvais au Mexique pour l'histoire du cocotier. Cette année-là, il y avait une sécheresse terrible. Beaucoup de cocotiers étaient morts. Le responsable de l'Institut Guerrero qui m'accompagnait, me dit : « *Je vais vous emmener chez un cultivateur qui se débrouille très bien* ». Effectivement, il a une cocoteraie superbe. Je lui dis : « *Qu'avez-vous fait ?* ». Il me répond : « *Quand j'ai vu que ça devenait très sec, j'ai fait venir deux camions de sel. Je les ai épandus. Mes cocotiers ont survécu* ». J'ai dit : « *Pourquoi vous avez fait ça ?* ». Il me répond : « *Mon grand-père l'avait fait une fois, ça avait marché* » ! Nous, on a mis longtemps à découvrir que c'était le chlore qui était essentiel. Mais eux, le savaient depuis toujours. J'ai des tas d'exemples comme ça. Au Cameroun, je remontais vers le Nord. En pays Bamiléké, ce sont de très bons agriculteurs. Je vois un type qui laboure, mais dans le sens de la pente. J'étais soufflé. Je vais le voir, et on commence à discuter. Je lui dis : « *Pourquoi tu laboures dans ce sens ?* ». Il me répond : « *C'est parce que ma femme va avoir le bébé. Il faut pas laisser glisser le bébé. Il ne faut pas contrarier ça. Donc, il labourait dans le sens de la pente pour que la terre descende. J'ai retrouvé le lien entre la fertilité et la terre. On le retrouve dans de nombreux pays en Polynésie, en Asie.*

**CE SONT DES ANECDOTES RICHES, SUR LE LIEN QUE VOUS AVEZ PU AVOIR AVEC LES PAYSANS.**

J'en bavais par moments. Ce n'était pas facile tous les jours, dans la forêt. Mais à la limite, être dans la boue pendant trois jours, et dans un hôtel de luxe deux jours après, c'était merveilleux. Surtout, discuter avec les gens qui ont des perceptions si différentes... Par exemple, en Amazonie, on m'avait dit : « *Si vous ne voulez pas avoir d'ennuis, ne prenez pas d'armes* ». Je n'ai jamais eu le moindre problème. Dans l'extrême nord-ouest de la Côte d'Ivoire, il y avait un grand nombre d'ethnies. J'avais des interprètes. En général, au bout de huit jours, on sentait si ça marchait ou non. C'était une ethnie très pauvre dans laquelle ils n'avaient pratiquement rien à manger. Je leur apportais du sel. Au bout de huit jours, mon interprète vient me voir, et me dit : « *C'est la coutume. Le Chef vous offre le poulet. On offre le poulet à l'étranger quand il est bien-venu* ». J'ai dit : « *Tu remercieras le Chef* ». Il revient, et me dit : « *Le Chef demande si tu préfères l'emporter pour le manger chez toi, ou si tu préfères que sa femme le prépare ?* ». J'ai répondu : « *Je préfère que sa femme me le prépare* ». La délicatesse d'un homme totalement démuné... Il est complètement démuné, mais il a la délicatesse de demander si on préfère emmener son poulet, plutôt que de le manger... J'ai eu des séances assez drolatiques aussi. Quand on venait voir manger le Blanc tout seul, surélevé, avec tout le village autour... On me

faisait manger un attiéké de quinze jours... Ils voulaient voir... Quand j'arrivais dans certains villages, les femmes et les petits se sauvaient. On avait les plus grands de douze quinze ans, qui progressivement, s'approchaient jusqu'à me toucher !

**C'EST AUX ANTIPODES DE CE QU'ON IMAGINE PARFOIS DE LA GÉNÉTIQUE EN STATION, DE L'IRHO... ON PENSE QUE C'EST TRÈS CONTRÔLÉ, LOIN DES PAYSANS. ET CE N'EST PAS CE QUE VOUS NOUS RACONTEZ !**

L'IRHO, ce n'était pas ça du tout. Par exemple, je me souviens des critiques faites en Commission de Programmation et de Coordination Scientifique sur le fait que l'IRHO était rigide, et qu'il fallait tout faire comme ça. C'est vrai. Il y avait des cahiers de laboratoire. Il a fallu plus de quinze ans pour que Vincent Dollé nous ramène les cahiers de laboratoire, sous prétexte que c'était une bonne pratique scientifique. J'ai dit : « *À l'IRHO, vous vous êtes marrés des cahiers de laboratoire. Sachez que si vous allez à l'Institut Pasteur, vous pourrez encore regarder sous vitrine, les cahiers de laboratoire de Monsieur Pasteur. C'était un bon scientifique* ». Il y avait ce qu'on appelait les « *Instructions générales* » pour chaque domaine – l'agronomie, l'amélioration, ou autres –, il y avait un cahier sur comment on devait faire ceci et cela. On avait les instructions générales de fécondation, les instructions générales sur la plantation. On ne devait pas déroger à ça. Ça permettait à toutes les stations de faire les plantations aux normes. Mais ce n'était pas verrouillé. Chaque chercheur pouvait faire évoluer ses cahiers. Dans mon premier stage, j'ai fait modifier les pratiques, parce que j'avais trouvé une nouvelle méthode pour conserver le pollen. J'ai fait ça deux mois. Quand je suis revenu, c'était marqué : « *Changé telle date* ». Donc, ce n'était pas une règle immuable. C'était à nous de la faire évoluer, en fonction des connaissances. L'IRHO était très en avance sur le plan scientifique. Parfois, ça générait des querelles. J'ai eu un patron fabuleux : Jean-Pierre Gascon. Quand il m'a recruté, il n'était pas d'accord avec son directeur général, de Belgaric.

À l'époque, les instituts recrutait des ingénieurs agronomes, point final. Gascon avait dit : « *Je veux un ingénieur agronome généticien* ». Ce n'est pas la même chose. C'est lui qui m'a fait faire ma spécialisation aux États-Unis, par la suite. Je crois que l'IRHO avait une culture scientifique très en avance sur les autres. Ceci dit, dans les autres instituts, il y avait aussi de très bons éléments. Quand je suis arrivé comme directeur scientifique de l'IRCC, j'ai discuté avec pas mal de chercheurs. L'un m'a sorti : « *Mais vous comprenez, à l'IRCC, ils recrutait n'importe qui. Ce n'était pas très brillant* ». J'ai dit : « *Attendez, vous plaisantez ? Parce que vous avez recruté des Bachelier, des De Reffye, des Claire Lanaud. Excusez du peu !* » J'ai essayé de leur remonter le moral, et leur dire qu'ils n'étaient pas si mauvais que ça !

**POUR FINIR, POUVEZ-VOUS PARTAGER VOTRE RÉFLEXION SUR LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT, ET L'IMPORTANCE DE LA SCIENCE**

**ET DE LA RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT ? QUELLE PLACE POUR LE PARTENARIAT AVEC LES COLLÈGUES SCIENTIFIQUES DU SUD ?**

Je ne sais pas bien comment aborder ça. Il y a plusieurs aspects. Pour moi, l'expression « *Recherche pour le Développement* », c'est quelque chose qui m'a toujours gêné. Il n'y a pas de relation directe entre Recherche et Développement. Du temps des Instituts, c'était simple. On faisait de la Recherche pour un objectif finalisé : augmenter le bénéfice des sociétés qui avaient créé ces Instituts, ou le revenu des agriculteurs. Ça revenait au même. Aujourd'hui, on ne sait pas très bien quelle est la définition du « *Développement* ». Même les scientifiques ne sont pas d'accord. Très grossièrement : à une époque, le développement, c'était le produit national brut. Ensuite on est passés à l'indice de développement humain, ou à des choses comme ça. On a commencé à penser aux gens. L'Ined qui continue ses travaux n'est pas d'accord avec le



© Cirad / Alain Rival



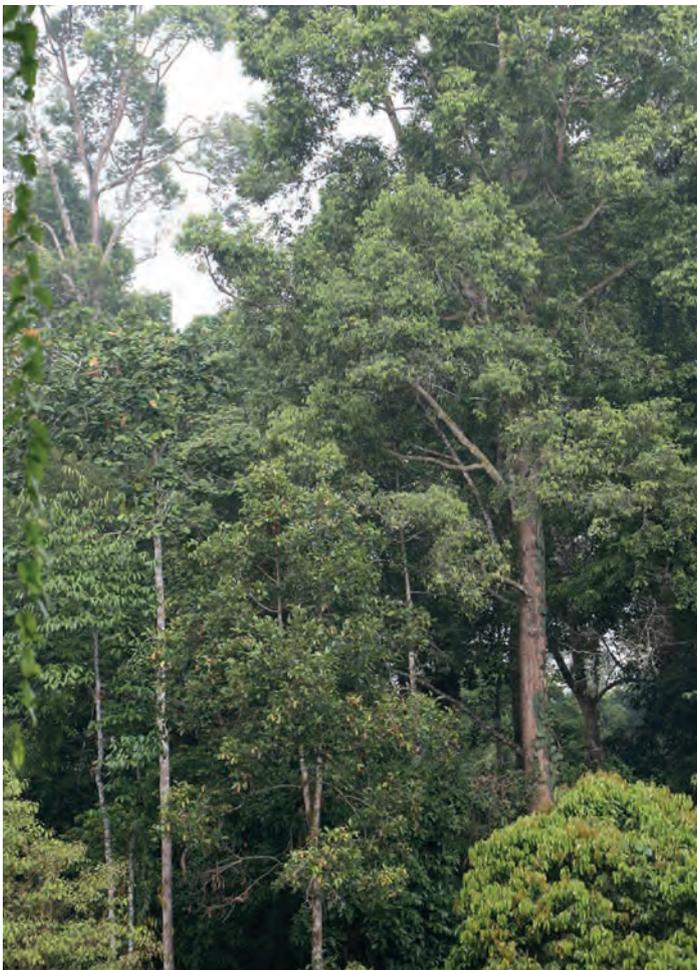
© Cirad / Alain Rival

développement durable. Ils sont plus proches des visions indiennes, d'Amartya Sen. Le problème, c'est que de toute façon, les paysans – nos clients en quelque sorte – les politiques, c'est-à-dire les dirigeants des pays dans lesquels on travaille, et les grands groupes internationaux, n'ont pas forcément les mêmes visions que nous du développement.

En haut : pollinisation assistée de géniteurs sélectionnés de palmier à huile pour la production de semences certifiées, 2017.

En bas : Pahang Malaisie Signalisation protégeant le passage d'éléphants pygmées dans les plantations de palmiers à huile, 2000.

En général, c'est même complètement contradictoire. Je suis convaincu que la recherche a des impacts pour le développement. Que fait-on, nous chercheurs ? On a tendance naturellement à adopter nos propres convictions. On fait faire ce qu'on sait faire, ou ce en quoi on croit. Pendant des années, on a augmenté les rendements. Pendant des années, on a épandu des pesticides et des insecticides. Je me souviens avoir discuté avec le ministre de l'Agriculture de l'Indonésie, à Jakarta. Je lui disais : « *Monsieur le ministre, faites attention aux forêts parce que ça va vous attirer des critiques* ». En plus, au Cirad, on avait des gens qui travaillaient, en particulier à Bornéo, sur la gestion des forêts. Il a eu une réponse très claire : « *Monsieur Meunier, d'abord qu'avez-vous fait de la forêt – de la Beauce – en France ?* ». J'ai répondu : « *Monsieur le ministre, ce n'est pas la peine de refaire...* ». Il me dit : « *Monsieur*



© Cirad / Alain Rival

Réserve forestière de Sepilok (région de Sabah, Malaisie), 2022.

En 2002, lors d'une réunion à Bamako (Mali) avec Claire Neyrac.



*Meunier, le problème n'est pas celui-là, mais que j'ai 200 millions de gens à nourrir. Actuellement, l'huile de palme est la culture la plus rentable.* J'ai parlé des politiques et des agriculteurs, mais il y a les lobbies qui sont très puissants aussi. Voilà comment nous, on se positionne. À un moment, on a eu des difficultés politiques, comme avec les indépendances réelles de certains pays qui ont fait qu'on a rétrocedé des stations... On a eu des moments difficiles, avec la Côte d'Ivoire en particulier, mais avec le Vanuatu aussi. Je ne parle pas du Cambodge, c'est beaucoup plus ancien. Donc, on a eu naturellement tendance à se recentrer sur une recherche plus scientifique, plus fondamentale. D'autant plus que l'évolution de nos relations avec les universités nous poussait aussi à ça, de même que nos

évaluations. On a eu je ne sais combien de discussions sur les avantages d'une recherche plus « filière » que « disciplinaire ». Il n'y a pas de contradiction entre les deux. L'important, c'est qu'on fasse une bonne recherche, c'est tout.

**TRÈS JEUNE, VOUS VOUS ÊTES INVESTI SUR LE SAVOIR GÉNÉTIQUE ET SUR L'AMÉLIORATION DES PLANTES. QUE POUVEZ-VOUS NOUS DIRE SUR LE CONCEPT DE PROGRÈS GÉNÉTIQUE ?**

Le progrès génétique est une réalité. Il y a une célèbre expérience dans l'Illinois, à l'Université d'Urbana, avec un hectare de maïs, dont on suit l'amélioration depuis soixante-dix ans. On évalue le progrès du rendement depuis soixante-dix ans. Quand je suis arrivé à l'IRHO, c'était compliqué. Suivant les

endroits, le palmier est très sensible à l'environnement. Les meilleurs croisements arrivaient à produire deux tonnes d'huile. Quand je suis parti, ils en produisaient quatre tonnes et demie. Sur vingt ans, ce n'est pas mal. On peut doubler facilement. On peut corriger des tas de choses, mais on ne peut pas tout corriger. Pour certaines choses, soit c'est illusoire, soit ça ne vaut pas le coup. La génétique n'est qu'un outil parmi les autres. Il y a eu une espèce d'engouement pour la génétique parce que c'est une science très récente, très moderne, et qu'en plus, ça crée de la polémique. Y compris à la télé, tout le monde parle des empreintes génétiques. La police, qu'est-ce qu'ils font sinon de l'identification génétique ? Il y a même des gens qui essaient de connaître leur propre patrimoine génétique. Toutes les disciplines ont des avancées, à la fois par les connaissances, mais aussi par les outils. On voit bien que les nouveaux outils font progresser. En agronomie, il y a encore des tas de choses à découvrir, ou à redécouvrir. On revient beaucoup à certains types d'agriculture.

**DEPUIS VINGT ANS, ON A ÉTÉ AMENÉ À REMETTRE EN CAUSE LE SCHÉMA D'UNE PLANTE QUI SOIT PLUS PRODUCTIVE, MAIS AVEC DES PESTICIDES ET DES ENGRAIS.**

Complètement. Je fais la différence entre la France et les autres pays du monde. La critique n'est jamais aussi violente



© Cirad / Alain Rival

Jeune plantation de palmiers à huile au stade immature et plantes de couverture (Malaisie). *Elaeis guineensis*, *Mucuna bracteata*. Les plantes de couverture ont plusieurs fonctions : limiter l'érosion lorsque le sol est laissé nu après l'abattage des anciennes palmeraies, limiter l'envasement par les mauvaises herbes, et nourrir le sol grâce à la fixation azotée réalisée par la plante légumineuse, 2016.



© Cirad / Cécile Besson

ailleurs. En France, de toute façon, on critique. À mon avis, le défaut c'est qu'on a le chic en France pour passer d'un extrême à l'autre. Après la guerre, c'était logique. Il fallait nourrir la population qui n'avait plus rien. On a foncé sur l'agriculture intensive. D'un coup, on passe au biologique. C'est-à-dire : plus rien. On crée des catastrophes extraordinaires. C'est là où je fais intervenir les lobbies, y compris ceux dits « écologiques », qui parlent d'écologie mais qui ne savent pas ce que c'est. Une fois, je me suis trouvé dans une mission à Madagascar, où je voulais revoir une plantation dont j'avais fourni les graines vingt-cinq ans avant. Le chercheur du département Fhlor que j'allais visiter, me dit : « *La patronne n'est pas commode. Je ne sais pas si on pourra y aller !* » On y va, et j'explique pourquoi... Elle accepte. Elle n'a pas l'air commode. On va faire une visite de terrain, et elle me montre une parcelle où tous les arbres étaient en train de mourir. Je dis : « *Qu'est-ce que vous faites ? Qu'est-ce qui se passe ?* » Elle me répond : « *Je veux faire de l'huile bio. Il faut arrêter de mettre de l'engrais, donc j'ai arrêté de mettre de l'engrais et des fumures pendant trois ans* ». J'ai répondu : « *À Madagascar, un palmier produit six tonnes d'huile par an. Mais prenez une vache : si vous ne lui donnez pas à manger, elle va crever* ». Elle me demande ce qu'il faut faire. J'ai dit : « *Ce n'est pas compliqué. Vous divisez votre plantation en quatre : vous en exploitez un quart, vous laissez les autres, et vous tournez. Évidemment, vous gagnerez quatre fois moins d'argent. Sauf si vous perdez tous vos palmiers* ». Je leur ai dit :

« *Si ça marche, c'est très bien* ». Ça marche moins bien parce que c'est un peu plus cher, mais qu'est-ce qui se passe ? En climat tempéré, pour le bio, on a une perte de rendement entre 20 et 40 %. En climat tropical, on a une perte de rendement entre 50 et 100 %. Je n'ai rien contre le bio. Mais comment nourrir la planète ? Il faut être raisonnable. J'ai dit : « *On revient à une agriculture raisonnée...* ». Le grand succès que l'IRHO a eu en Indonésie, c'est parce que l'Indonésie a fait comme tout le monde. Quand la Banque Mondiale a décidé de reconstruire l'agriculture indonésienne, ils ont vu ce qui s'était passé dans la révolution verte en Inde. Le gouvernement a subventionné les engrais : plus on met d'engrais, plus ça produit. C'est normal. Donc, ils sont arrivés à des doses de dix kilos de potassium ou de sulfate par arbre. Ils sont arrivés à des taux d'engrais époustouflants, à tel point qu'ils déséquilibraient la physiologie des arbres. Quant Robert Ochs est arrivé à la fin des années 1970, il a fait diminuer les engrais de moitié et deux ans plus tard, les rendements avaient augmenté de 30 %.

Quand j'ai commencé à travailler à l'IRHO, je pensais que j'étais en Afrique pour très peu de temps. Je pensais que je resterais peut-être dix ans – pas plus – et qu'après, les gens du pays me remplaceraient. J'ai bien compris par la suite que c'était naïf. Ce qui est important, c'est toujours ce qui se passe actuellement : le travail en coopération, avec des équipes qui travaillent ensemble. Ça m'a toujours choqué, mais la coopération n'est ni naturelle ni facile à établir. Régulièrement – tous les ans – j'allais

au Bénin, et souvent au Nigeria. À une époque, ils voulaient tous faire des recherches sur la tolérance à la sécheresse. Nous, on avait un programme à Pobé au Bénin, en lien avec l'Université de Paris. Au Nigeria, ils avaient un programme de recherche avec l'Université d'Oxford, en Angleterre. Un jour, au Nigeria, ils me disent : « *Est-ce qu'on pourrait monter un projet ?* ». J'ai dit : « *À soixante kilomètres, vous avez déjà une équipe qui travaille sur le même sujet que vous. Donc, mettez-vous ensemble. Faites une unité de recherche* ». Non. Quand on est Nigerian, on ne travaille pas avec un Béninois. C'est le problème qu'on a. Ce sont des choses que l'on retrouve partout, et parfois même à l'intérieur d'un pays.

À travers l'IRHO et le Cirad, j'ai connu une vie et une carrière merveilleuses. J'étais parti en Afrique pour « aider » sans *a priori* ni ambition. Les circonstances ont voulu que je prospecte les ressources génétiques dans les forêts tropicales. Mes séjours avec les ethnies et les paysans d'Afrique, d'Amérique et d'Indonésie, étalés sur dix années, restent les plus enrichissantes de ma vie. Mes travaux m'ont ensuite amené à visiter les principaux centres de recherche du monde, avec des échanges enrichissants avec des collègues, dont beaucoup sont devenus des amis.

Je ne sais pas si j'ai aidé au développement de ces paysans. J'espère avoir contribué à l'avancée des connaissances dans le domaine de l'agronomie avec mes collègues du Cirad. Mais le plus important dans la recherche, pour moi, ce sont les coopérations et les collaborations qu'elle permet et favorise. Je souhaite que celles et ceux qui veulent s'engager dans ce domaine vivent les mêmes satisfactions que j'ai éprouvées.

Rafles de fruits fraîchement cueillis, Indonésie -2010.



© Cirad / Cécile Besson